

Le mouvement ouvrier à l'époque de la deuxième Internationale

Chronologie

En France, la longue marche des socialistes vers l'unité

1872 : Après l'écrasement de la Commune une nouvelle législation antisocialiste renforce la lutte contre les organisations ouvrières

1879 : Jules Guesde rédige un « Manifeste des socialistes révolutionnaires ». A Marseille un premier congrès ouvrier réunit des partisans de Bakounine, Blanqui, P. Brousse et Guesde (ce dernier étant en train de se rapprocher de Marx). Création de la Fédération du parti des travailleurs de France. Les anarchistes et les possibilistes (P. Brousse) s'en séparent rapidement.

1880 : Fondation du POF (Parti ouvrier de France) au congrès de Roanne par Jules Guesde dont les « considérants » ont été rédigés par Marx (voir document). De son côté Brousse crée la Fédération des travailleurs sociaux qui met l'accent sur les revendications immédiates et possibles, notamment dans le cadre des municipalités.

1889 : Les blanquistes autour d'Edouard Vaillant fondent le Comité central révolutionnaire. Du blanquisme il subsiste surtout le patriotisme révolutionnaires (référence à 1792) et le goût pour l'action directe. Le CCR devient en 1898 le PRF : Parti révolutionnaire français. Aux législatives de 1889, seuls quatre candidats du POF sont élus et quelques indépendants comme l'avocat Millerand.

1890 : J. Allemane (un ancien communal qui se sépare de Brousse à cette époque) fonde le Parti socialiste ouvrier révolutionnaire. L'accent est mis sur l'enracinement du mouvement socialiste dans la classe ouvrière, l'action syndicale, la primauté de la lutte économique sur l'action politique.

1893 : La Fédération républicaine de la Seine tente de rassembler les socialistes indépendants comme Millerand et Viviani en cherchant à réconcilier le socialisme et la République. Aux législatives, première percée électorales des socialistes avec près d'une cinquantaine d'élus, dont une vingtaine d'indépendants, ainsi que Jaurès et Guesde.

1898 : L'affaire Dreyfus s'achève avec la formation du gouvernement Waldeck-Rousseau. Millerand devient ministre du commerce aux côtés du général Gallifet, l'un des assassins de la Commune.

1899 : un congrès général socialiste adopte une motion de compromis sur la question du « ministérialisme ».

1901 : un nouveau congrès débouche sur la formation de deux coalitions antagoniques : le PSF (Parti socialiste français) qui regroupe les indépendants, Jaurès, Brousse et Allemane. Et le PSDF (Parti socialiste de France) qui rassemble les partisans de Guesde et Vaillant.

1904 : La II^e Internationale tente d'imposer l'unification du mouvement socialiste en France.

1905 : Fondation du PS-SFIO. Il se définit comme « un parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et de l'Etat qui en est l'instrument ». Mais il laisse en suspend « les divergences de vues et des interprétations de tactique qui avaient pu se produire jusqu'à présent » en espérant pouvoir les résoudre dans le cadre d'un parti unifié.

1907 : La répression souvent féroce des grèves par Clemenceau achève de distendre les liens entre la classe ouvrière et le radicalisme. La SFIO compte 52 députés en 1906, 75 en 1910 et 103 en 1914.

1908 : Au congrès de Toulouse le parti, sans renoncer à la nécessité d'une action réformatrice, considère que la grève générale défendue par la CGT peut être un moyen de libération sociale et de lutte contre la guerre.

Juillet 1914 : un congrès extraordinaire vote majoritairement (1690 voix pour, 1174 voix contre) une motion contre la guerre : « Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer au gouvernement le recours à l'arbitrage, le congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière, simultanément et internationalement organisée, dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaire sous les formes les plus diverses ».

27 juillet 1914 : Manifestation à Paris contre la guerre, des heurts ont lieu avec la police.

4 août 1914 : le groupe socialiste à l'Assemblée nationale vote à l'unanimité les crédits de guerre. Quelques semaines plus tard, deux socialistes entrent au gouvernement : Guesde et Sembat.

Le syndicalisme révolutionnaire : l'exemple de la CGT

1880 : Création de la Fédération des syndicats dominée par les guédistes qui voient dans le syndicat une sorte d'antichambre pour le parti.

1892 : Création de la Fédération des bourses du travail par Fernand Pelloutier. Un projet d'émancipation intégrale de la classe ouvrière qui doit y trouver à la fois les moyens de résister, s'éduquer, se former, se protéger (mutuelles) et trouver un emploi.

1894 : Au congrès de Nantes, Aristide Briand fait voter une motion en faveur de la grève générale. C'est la rupture avec les guédistes tandis que les anarchistes au même moment sont en train de rejoindre massivement le mouvement syndical.

1895 : Fondation de la CGT

1902 : Fusion des bourses du travail et des grandes fédérations de métiers au sein de la CGT avec la mise en place d'une structure horizontale et verticale.

1906 : Congrès d'Amiens et rédaction d'une « charte » qui définit la « double besogne » du syndicat tout en insistant sur son indépendance totale par rapport au patronat, aux partis, et à l'Etat. La CGT compte 200 000 syndiqués tandis que la SFIO revendique 35 000 adhérents.

1908 : Clemenceau fait arrêter toute la direction de la CGT (Griffuehles, Merrheim, Monatte, Pouget...). Une manœuvre policière permet de discréditer Griffuehles au congrès de Marseille. Il est bientôt remplacé par Léon Jouhaux.

1910 : La répression s'accroît après l'échec de la grève générale dans les chemins de fer.

4 août 1914 : Jouhaux en prononçant un discours sur la tombe de Jaurès rallie publiquement l'union sacrée.

La Social-démocratie en Allemagne

1863 : Lassalle fonde la première organisation socialiste en Allemagne : l'Association générale allemande des travailleurs. F. Lassalle revendique à la fois la nécessité d'un parti politique indépendant pour la classe ouvrière, la conquête du suffrage universel comme moyen privilégié pour conquérir le pouvoir, tout en demandant à l'Etat prussien de participer à la création de coopératives de production.

1869 : W. Liebknecht et A. Bebel fondent à Eisenach le Parti social-démocrate des travailleurs sur la base d'un programme largement inspiré par Marx.

1875 : Lassaliens et eisenachiens s'unissent autour d'un programme commun, le programme de Gotha, longuement critiqué par Marx dans ses « gloses marginales ». C'est l'acte de naissance officielle de la social-démocratie en Allemagne qui gagne 12 députés aux élections de 1877.

1878 : Bismarck dissout le Reichstag (parlement) et fait voter une loi d'exception contre les socialistes. Celle-ci interdit toute appartenance à une organisation socialiste, la presse socialiste, les rassemblements, mais pas les grèves ni la possibilité pour des députés connus pour leur appartenance à la Social-démocratie de siéger au parlement. Le parti met en place une organisation clandestine qui assure pendant des années la diffusion de sa presse.

1881-1885 : Bismarck adopte la législation sociale la plus avancée en Europe pour l'époque en espérant saper l'influence de la Social-démocratie. C'est l'inverse qui se produit.

1890 : Démission de Bismarck et abandon des lois d'exception. Le parti avait recueilli aux élections législatives 493 000 voix en 1877 et 312 000 en 1881. Il recueille 1 427 000 voix en 1890.

1891 : Adoption par le parti du programme d'Erfurt qui distingue un programme minimum fait de mesures que l'on peut obtenir dans le cadre du régime existant et un programme général socialiste. Un premier débat éclate la même année : Vollmar propose à la Social-démocratie d'abandonner son opposition systématique au régime. En 1894 il rompt la discipline en votant le budget de l'Etat bavarois.

1899 : E. Bernstein publie « Les prémisses du socialisme ». C'est une critique de la théorie de Marx et de la politique social-démocrate articulée autour de cinq points : la place relative des facteurs économiques, de la morale et de l'individu ; l'origine de la valeur (critique de l'économie politique) ; la possibilité pour le capitalisme de surmonter progressivement ses crises ; la possibilité d'humaniser progressivement les rapports sociaux au lieu d'aller vers une aggravation continue de la lutte de classe ; la nécessité de trouver de nouveaux alliés en dehors du prolétariat et d'agir dans le cadre de la démocratie parlementaire. Le congrès de Hanovre condamne la même année les thèses de Bernstein mais en maintenant une certaine ambiguïté, Kautsky expliquant qu'il faut « garder à tout prix l'idéal et le mythe révolutionnaire même si les pratiques quotidiennes du parti peuvent tendre à un certain opportunisme ». Rosa Luxemburg publie de son côté « Réforme ou révolution ? ».

1906 : Le débat rebondit au congrès de Mannheim sur la question de la grève générale, après l'expérience de la révolution russe en 1905. En reconnaissant l'égalité complète du parti et des syndicats, la majorité du parti évite de trancher sur le fond mais s'en remet à la décision de Légien, secrétaire général des syndicats allemands, lui-même farouche adversaire de la grève générale. Rosa Luxembourg publie de son côté : « Grève de masse, parti et syndicats ».

1907 : Une partie des députés sociaux-démocrates soutient ouvertement la politique coloniale du gouvernement allemand et s'oppose aux décisions de l'Internationale adoptées au congrès de Stuttgart contre la guerre. Au Reichstag, Noske déclare qu'en cas de conflit « les socialistes feront leur devoir militaire ». De son côté K. Liebknecht publie « Militarisme et antimilitarisme ».

1912 : Le parti compte 110 députés au Reichstag et 1 700 000 membres, il a recueilli 4 250 000 voix soit 35 % des suffrages exprimés. Au congrès de Chemnitz, il condamne la politique impérialiste du gouvernement mais au congrès de Iéna l'année suivante (en novembre 1913), il donne quitus à la fraction parlementaire qui vient de voter une partie des crédits militaires avec comme prétexte que ceux-ci sont couverts par des impôts directs, « réalisation des exigences socialistes ».

3 août 1914 : La direction du parti décide de voter les crédits militaires par 78 voix contre 14. Au nom de la discipline du parti, c'est l'un des minoritaires (H. Haase) qui le 4 août au Reichstag lit la déclaration par laquelle la Social-démocratie se rallie à l'union sacrée... Un vote à l'unanimité puisque K. Liebknecht ne rompra la discipline qu'en décembre 1914.

La seconde Internationale 1889-1914

1889 : Fondation d'une nouvelle Internationale à Paris où coexistent encore de nombreux militants anarchistes et des partis qui se réclament plus ou moins des idées de Marx.

1896 : Rupture définitive avec les anarchistes au congrès de Londres notamment sur la question de l'antiparlementarisme et de la grève générale.

1900 : Le congrès de Paris condamne le « révisionnisme » (Allemagne) et le « ministérialisme » (France) mais admet que l'entrée d'un socialiste dans un cabinet bourgeois peut être considéré comme un expédient « forcé, transitoire et exceptionnel ». Le socialiste italien Turati entre pour la première fois dans un cabinet Giolitti en 1903.

1904 : Au congrès d'Amsterdam, Jaurès attaque violemment la Social-démocratie allemande en estimant qu'un « attachement exclusif à la lutte des classes ne peut conduire qu'à la stérilité politique ». C'est aussi Guesde qui est attaqué par la même occasion. Le congrès donne raison aux Allemands en maintenant sa condamnation du révisionnisme.

1907 : Après de longs débats qui duraient depuis plusieurs années, le congrès de Stuttgart condamne par une courte majorité l'exploitation coloniale sous toutes ses formes. Mais la condamnation reste avant tout sur le terrain de la morale, Hilferding et Rosa Luxemburg ne publiant leurs ouvrages sur l'impérialisme que plus tard, en 1910 et en 1912. A ce même congrès, les délégués votent un texte de compromis sur la guerre : pas d'appel à la grève général ni à la désertion, mais un appel très général à « précipiter la chute de la domination capitaliste ». Est désigné comme agresseur le pays qui refuserait l'arbitrage international.

1912 : Le congrès de Bâle échoue à prendre des mesures pratiques pour empêcher effectivement les gouvernements de basculer dans la guerre.

29 juillet 1914 : Une réunion du bureau décide de convoquer un congrès extraordinaire de l'Internationale le 9 août. Il n'aura jamais lieu...